

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1980 B 08994
Numéro SIREN : 320 366 446
Nom ou dénomination : LAGARDERE SA

Ce dépôt a été enregistré le 21/04/2022 sous le numéro de dépôt 52712

LAGARDÈRE SA

Société anonyme au capital de 860 913 044,60 €
Siège social : 4, rue de Presbourg à Paris 16^{ème} (75)
320 366 446 R.C.S. PARIS
SIRET : 320 366 446 00013

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA CONSULTATION ECRITE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 19 AVRIL 2022**

L'an deux mille vingt-deux,
Le 19 avril,

Les membres du Conseil d'Administration de la société Lagardère SA (la « **Société** ») ont été sollicités, par voie électronique, le 18 avril 2022, par Mme Pauline Hauwel, Secrétaire du Conseil d'Administration, à la demande de M. Arnaud Lagardère en sa qualité de Président-Directeur Général, à l'effet de délibérer, par voie de consultation écrite en application de l'article 13, II-al. 14 de la loi 2022-46 du 22 janvier 2022, sur l'ordre du jour suivant :

- constatation de l'absence de livraison d'actions aux bénéficiaires résidents fiscaux étrangers du plan d'actions de performance du 16 avril 2018 en raison de la non-atteinte des conditions de performance fixées ;
- augmentation du capital social d'un montant nominal de 919 087 €, pour le porter de 860 913 044,60 € à 861 832 131,60 €, par voie d'incorporation au capital d'un montant de 919 087 € prélevé sur le poste « Primes d'émission » et de création de 150 670 actions nouvelles de 6,10 € de valeur nominale chacune, à l'effet d'attribuer définitivement et gratuitement lesdites actions nouvelles aux bénéficiaires résidents fiscaux étrangers du plan d'actions gratuites « simples » attribué le 16 avril 2018 ;
- ré-affectation de 150 670 actions auto-détenues par la Société et affectées à l'objectif « attributions aux salariés » à l'objectif « réduction de capital » ;
- réduction du capital social d'un montant nominal de 919 087 € par voie d'annulation de 150 670 actions de 6,10 € détenues par la Société pour le ramener de 861 832 131,60 € à 860 913 044,60 € ;
- modification corrélative des statuts.

[...]

Plus de la moitié des membres du Conseil d'Administration ayant participé à la consultation écrite dans les délais requis, le quorum de la moitié des membres du Conseil a été atteint et les décisions figurant à l'ordre du jour susvisé ont été valablement prises. Par conséquent, il a été dressé le présent procès-verbal de la consultation écrite conformément aux votes exprimés par chacun des membres du Conseil d'Administration.

[...]

1. Constatation de l'absence de livraison d'actions aux bénéficiaires résidents fiscaux étrangers du plan d'actions de performance du 16 avril 2018 en raison de la non-atteinte des conditions de performance fixées

Après avoir pris acte que :

- les Assemblées Générales mixtes ordinaires et extraordinaires des associés commandités et des actionnaires du 3 mai 2016, ont, dans leurs douzièmes résolutions, conformément aux dispositions des articles L 225-197-1 et suivants du Code de commerce et aux recommandations du Code Afep-Medef, code de gouvernement d'entreprise auquel la Société se réfère :
 - autorisé la Gérance, alors sous forme de société en commandite par actions, à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires qu'elle déterminerait parmi les membres du personnel salarié et des dirigeants de la Société et des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L 225-197-2 du Code de commerce, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre ;
 - décidé que le nombre total des actions gratuites pouvant être attribuées chaque année civile à l'ensemble des bénéficiaires (à l'exclusion des dirigeants mandataires sociaux de la société Lagardère SCA) ne pourrait être supérieur à 0,4 % du nombre des actions composant le capital social tel que constaté à l'issue de l'Assemblée, nombre auquel s'ajouterait, le cas échéant, le nombre supplémentaire des actions à attribuer au titre des ajustements effectués pour préserver les droits des bénéficiaires en cas d'opérations portant sur le capital ou sur les capitaux propres de la Société ;
 - décidé que le nombre total des actions gratuites pouvant être attribuées chaque année civile à chacun des dirigeants mandataires sociaux de la société Lagardère SCA ne pourrait être supérieur à 0,025 % du nombre des actions composant le capital social tel que constaté à l'issue de l'Assemblée, nombre auquel s'ajouterait, le cas échéant, le nombre supplémentaire des actions à attribuer au titre des ajustements effectués pour préserver les droits des bénéficiaires en cas d'opérations portant sur le capital ou sur les capitaux propres de la Société ;
 - décidé que l'acquisition définitive de l'ensemble des actions gratuites attribuées en vertu de cette autorisation devrait être soumise à des conditions de performance déterminées par la Gérance, dont la réalisation devrait être appréciée sur au moins trois exercices sociaux consécutifs, étant précisé que les conditions de performance associées aux actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux de la société Lagardère SCA devraient s'inscrire dans le cadre fixé par le Conseil de Surveillance de la Société ;
 - décidé que l'acquisition des actions par leurs bénéficiaires ne serait définitive qu'à l'issue d'une

période qui ne pourrait être inférieure à trois ans, exception faite en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L 341-4 du Code de la sécurité sociale, l'acquisition définitive des actions pouvant alors être demandée conformément aux dispositions légales applicables ;

- décidé que les actions devraient être conservées pendant une période qui ne pourrait être inférieure à deux ans à compter de la date de leur acquisition définitive, exception faite (i) en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans les catégories susvisées, les actions devenant alors librement cessibles conformément aux dispositions légales applicables, et (ii) pour les bénéficiaires non-résidents fiscaux français pour lesquels la période de conservation pourrait être réduite ou supprimée par la Gérance ;
- constaté que l'autorisation emportait de plein droit au profit des bénéficiaires des actions gratuites qui seraient attribuées, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles qui seraient émises à l'issue de la période d'acquisition ;
- décidé que la Gérance aurait les pouvoirs les plus étendus pour, dans les conditions fixées par la loi et les limites susvisées :
 - déterminer l'identité des bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun,
 - fixer les périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation des actions,
 - fixer les conditions, notamment de performance, auxquelles serait soumise l'acquisition définitive des actions,
 - procéder, le cas échéant, aux ajustements du nombre d'actions attribuées pour préserver les droits des bénéficiaires en cas d'opérations portant sur le capital ou sur les capitaux propres de la Société intervenant pendant la période d'acquisition,
 - en cas d'attribution d'actions à émettre, procéder aux augmentations de capital nécessaires par voie d'incorporation de réserves, bénéfiques et/ou primes et modifier corrélativement les statuts de la Société,
 - et d'une manière générale, faire tout ce qui serait utile ou nécessaire pour mettre en œuvre l'autorisation,
- décidé que l'autorisation ainsi donnée pourrait être utilisée par la Gérance pendant une durée de trente-huit mois à compter du 3 mai 2016 ;
- la Gérance, en vertu des autorisations des assemblées générales précitées, a décidé d'attribuer gratuitement, le 16 avril 2018, 288.090 droits à actions de performance à 47 bénéficiaires (dont 38 220 à 9 bénéficiaires résidents fiscaux étrangers) notamment aux conditions et selon les modalités suivantes reprises et précisées dans un « plan » qui a été communiqué à chaque attributaire et devait être accepté par celui-ci pour pouvoir prétendre à l'attribution définitive des actions gratuites :

« Acquisition des actions :

Pour les bénéficiaires résidents fiscaux étrangers au 16 avril 2018, figurant sur les listes A2 et C ci-annexées, les actions gratuites ne seront définitivement acquises qu'à l'issue d'une période de quatre ans suivant la présente attribution, soit le 17 avril 2022, sous réserve qu'à cette date les conditions exposées ci-après aient été remplies.

Si le 17 avril 2022, pour les bénéficiaires résidents fiscaux étrangers, lesdites conditions sont remplies, les actions gratuites seront alors inscrites au nom des bénéficiaires concernés dans les comptes de la Société.

Condition de présence :

- *chacun des dirigeants mandataires sociaux des quatre holdings de branche membres du Comité Élargi figurant sur la liste A2 ci-annexée devra toujours être dirigeant mandataire social de l'une des sociétés holding de branche au 16 avril 2021 à minuit, cette condition étant réputée satisfaite en cas de décès, d'invalidité, de départ à la retraite ou de cessation contrainte de ses fonctions de dirigeant mandataire social pour un motif autre qu'une faute ;*
- *chacun des autres bénéficiaires figurant sur les listes B et C ci-annexées devra n'avoir ni démissionné ni été licencié ou révoqué pour faute grave ou faute lourde au 16 avril 2021 à minuit.*

Conditions de performance :

L'acquisition définitive de l'ensemble des actions attribuées sera également conditionnée à la réalisation des objectifs de performance interne suivants :

► *Objectif de Progression du Résop Groupe :*

L'acquisition définitive de 50 % des actions attribuées sera conditionnée à la réalisation par le Groupe Lagardère au cours de la période 2018-2020 d'un taux moyen de progression annuelle du Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées, calculé d'une année sur l'autre selon les règles définies dans la guidance communiquée au marché (« Résop Groupe ») au moins supérieur du tiers au taux moyen de progression annuelle du Résop Groupe constaté sur la période 2015-2017, soit un taux moyen de progression annuelle égal ou supérieur à +12,92% (l'« Objectif de Progression du Résop Groupe »).

Dans le cas où le taux moyen de progression annuelle du Résop Groupe atteint sur la période 2018-2020 serait inférieur à 66 % de l'Objectif de Progression du Résop Groupe, soit inférieur à + 8,53%, le nombre d'actions définitivement acquises serait alors égal à 0.

Dans le cas où le taux moyen de progression annuelle du Résop Groupe atteint sur la période 2018-2020 serait compris entre 66 % et 100% de l'Objectif de Progression du Résop Groupe, soit entre + 8,53% et + 12,92%, le nombre d'actions définitivement acquises serait alors calculé proportionnellement, de manière linéaire, de 0% à 100% des actions allouées à cet objectif.

► *Objectif de Flux Opérationnels Consolidés Groupe :*

L'acquisition définitive de 50 % des actions attribuées sera conditionnée à la réalisation par le Groupe Lagardère au cours de la période 2018-2020 d'un montant annuel moyen de Flux opérationnels consolidés des sociétés intégrées (« Flux Opérationnels Consolidés Groupe ») au moins supérieur du tiers au montant annuel moyen de Flux Opérationnels Consolidés Groupe constaté sur la période 2015-2017, soit un montant annuel moyen égal ou supérieur à 649,1 M€ (l'« Objectif de Flux Opérationnels Consolidés Groupe »).

Dans le cas où le montant annuel moyen de Flux Opérationnels Consolidés Groupe atteint sur la période 2018-2020 serait inférieur à 66 % de l'Objectif de Flux Opérationnels Consolidés Groupe, soit inférieur à 428,4 M€, le nombre d'actions définitivement acquises serait alors égal à 0.

Dans le cas où le montant annuel moyen de Flux Opérationnels Consolidés Groupe atteint sur la période 2018-2020 serait compris entre 66 % et 100% de l'Objectif de Flux Opérationnels Consolidés Groupe, soit entre 428,4 M€ et 649,1 M€, le nombre d'actions définitivement acquises serait alors calculé proportionnellement, de manière linéaire, de 0% à 100% des actions allouées à cet objectif.

On entend par « Flux Opérationnels Consolidés » : Marge Brute d'Autofinancement + Variation du Besoin de Fonds de Roulement + Impôts.

- Le 19 avril 2021, la Gérance de la Société, statuant en vertu des autorisations des assemblées générales précitées, sur la livraison des actions de performance au bénéfice de résidents fiscaux français dont la période d'acquisition était fixée à 3 ans, a constaté que l'application des conditions de performance susvisées, conduisait à un taux d'atteinte global de 0 % calculé comme suit :

Réalisation de l'objectif de progression du Résop Groupe :

- taux moyen de progression annuelle du Résop Groupe sur la période 2018-2020 :
 $(2,14 \% + 5,63 \% + 0 \%) / 3 = +2,59 \%$
- le niveau d'atteinte de l'objectif étant inférieur à 8,53 %, le nombre d'actions définitivement acquises est égal à 0.

Réalisation de l'objectif de Flux Opérationnels Consolidés Groupe :

- montant annuel moyen de Flux Opérationnels Consolidés Groupe sur la période 2018-2020 : $(480 + 513 + (-97)) = 298,8 \text{ M€}$
- le niveau d'atteinte de l'objectif étant inférieur à 428,4 M€, le nombre d'actions définitivement acquises est égal à 0.

Taux d'atteinte global : 0 %

Le Conseil d'Administration constate ainsi l'application de ce taux d'atteinte conduit ainsi à la livraison d'aucune actions aux 7 attributaires résidents fiscaux étrangers du plan d'actions de performance du 16 avril 2018, qui remplissaient à ce jour la condition de présence.

- 2. Augmentation du capital social d'un montant nominal de 919 087 €, pour le porter de 860 913 044,60 € à 861 832 131,60 €, par voie d'incorporation au capital d'un montant de 919 087 € prélevé sur le poste « Primes d'émission » et de création de 150 670 actions**

nouvelles de 6,10 € de valeur nominale chacune, à l'effet d'attribuer définitivement et gratuitement lesdites actions nouvelles aux bénéficiaires résidents fiscaux étrangers du plan d'actions gratuites attribué le 16 avril 2018

Après avoir pris acte que :

- les Assemblées Générales mixtes ordinaires et extraordinaires des associés commandités et des actionnaires du 3 mai 2016, ont, dans leurs treizièmes résolutions, conformément aux dispositions des articles L 225-197-1 et suivants du Code de commerce :
 - autorisé la Gérance de la Société, alors sous forme de société en commandite par actions, à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires qu'elle déterminerait parmi les membres du personnel salarié et des dirigeants de la Société (autres que les dirigeants mandataires sociaux de la société Lagardère SCA) et des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L 225-197-2 du Code de commerce, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre ;
 - décidé que le nombre total des actions gratuites pouvant être attribuées chaque année civile ne pourrait être supérieur à 0,4 % du nombre des actions composant le capital social tel que constaté à l'issue de l'Assemblée, nombre auquel s'ajouterait, le cas échéant, le nombre supplémentaire des actions à attribuer au titre des ajustements effectués pour préserver les droits des bénéficiaires en cas d'opérations portant sur le capital ou sur les capitaux propres de la Société ;
 - décidé que l'acquisition des actions par leurs bénéficiaires ne serait définitive qu'à l'issue d'une période qui ne pourrait être inférieure à trois ans, exception faite en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L 341-4 du Code de la sécurité sociale, l'acquisition définitive des actions pouvant alors être demandée conformément aux dispositions légales applicables ;
 - décidé que les actions devraient être conservées pendant une période qui ne pourrait être inférieure à deux ans à compter de la date de leur acquisition définitive, exception faite (i) en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans les catégories susvisées, les actions devenant alors librement cessibles conformément aux dispositions légales applicables, et (ii) pour les bénéficiaires non-résidents fiscaux français pour lesquels la période de conservation pourrait être réduite ou supprimée par la Gérance ;
 - constaté que l'autorisation emportait de plein droit au profit des bénéficiaires des actions gratuites qui seraient attribuées, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles qui seraient émises à l'issue de la période d'acquisition ;
 - décidé que la Gérance aurait les pouvoirs les plus étendus pour, dans les conditions fixées par la loi et les limites susvisées :
 - déterminer l'identité des bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun,
 - fixer les périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation des actions,
 - fixer les conditions auxquelles serait soumise l'acquisition définitive des actions,
 - procéder, le cas échéant, aux ajustements du nombre d'actions attribuées pour préserver les droits des bénéficiaires en cas d'opérations portant sur le capital ou sur les capitaux propres de la Société intervenant pendant la période d'acquisition,
 - en cas d'attribution d'actions à émettre, procéder aux augmentations de capital nécessaires par voie d'incorporation de réserves, bénéfiques et/ou primes et modifier corrélativement les statuts de la Société,

- et d'une manière générale, faire tout ce qui serait utile ou nécessaire pour mettre en œuvre l'autorisation,
 - décidé que l'autorisation ainsi donnée pourrait être utilisée par la Gérance pendant une durée de trente-huit mois à compter du 3 mai 2016 ;
- la Gérance, en vertu des autorisations des assemblées générales précitées, a décidé d'attribuer gratuitement, le 16 avril 2018, 524 370 droits à actions gratuites à 453 bénéficiaires (dont 171 220 droits à action à 180 bénéficiaires résidents fiscaux étrangers), notamment aux conditions et selon les modalités suivantes reprises et précisées dans un « plan » qui a été communiqué à chaque attributaire et devait être accepté par celui-ci pour pouvoir prétendre à l'attribution définitive des actions gratuites :

« Acquisition des actions :

Pour les bénéficiaires résidents fiscaux étrangers au 16 avril 2018, figurant sur la liste B ci-annexée, les actions gratuites ne seront définitivement acquises qu'à l'issue d'une période de quatre ans suivant la présente attribution, soit le 17 avril 2022, sous réserve qu'à cette date les conditions exposées ci-après aient été remplies.

Si le 17 avril 2022, pour les bénéficiaires résidents fiscaux étrangers, lesdites conditions sont remplies, les actions gratuites seront alors inscrites au nom des bénéficiaires concernés dans les comptes de la Société.

Condition de présence :

Pour pouvoir prétendre à l'acquisition définitive des actions, chacun des bénéficiaires devra n'avoir ni démissionné ni été licencié ou révoqué pour faute grave ou faute lourde au 16 avril 2021 à minuit.

Condition d'acceptation du plan :

Pour pouvoir prétendre à l'acquisition définitive des actions, chacun des bénéficiaires devra avoir accepté, au plus tard le 31 décembre 2018, les conditions et modalités de la présente attribution reprises et précisées dans les « plans » ci-annexés, qui leur auront été communiqués.

Jouissance des actions gratuites définitivement acquises :

A compter de leur acquisition définitive, les actions gratuites seront entièrement assimilées et jouiront de tous les droits attachés aux autres actions composant le capital de la Société. Les bénéficiaires auront ainsi notamment droit à la totalité des dividendes, acomptes sur dividendes et autres distributions qui seraient votés, décidés ou versés par la Société à compter de la date d'acquisition définitive ainsi qu'à tout acompte à valoir sur ces dividendes qui auraient été décidés par la Gérance. Ainsi dans le cas où de tels acomptes sur dividendes auraient été décidés et versés avant l'acquisition définitive des actions gratuites, le montant correspondant à ces acomptes serait alors versé aux bénéficiaires à la date d'acquisition définitive de leurs actions gratuites.

Conservation des actions :

Pour les bénéficiaires résidents fiscaux étrangers au 16 avril 2018, figurant sur la liste B ci-annexée, les actions une fois définitivement acquises ne seront soumises à aucune obligation de conservation.

Les actions correspondantes seront cessibles et négociables dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables et moyennant le respect des périodes de négociation fixées par Lagardère SCA dans la « Charte de Confidentialité et de Déontologie Boursière applicable aux Collaborateurs du Groupe Lagardère ».

Cession d'une filiale ou d'une activité :

En cas de cession totale par le groupe Lagardère d'une filiale ou d'une activité dans laquelle est employé un bénéficiaire au profit d'une société non contrôlée par le Groupe, les actions gratuites attribuées audit bénéficiaire ne seront pas remises en cause et la condition de « présence » visée au paragraphe c ci-dessus sera levée. Les périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation visées aux paragraphes c et e ci-dessus, auxquelles les actions gratuites dudit bénéficiaire se trouvent soumises demeureront néanmoins inchangées.

Après avoir constaté que sur les 180 attributaires fiscaux étrangers figurant sur la liste B arrêtée le 16 avril 2018, 165 attributaires remplissent la condition de présence fixée pour l'acquisition définitive de 150 670 actions, le Conseil décide :

- **d'augmenter ce jour le capital social d'un montant nominal 919 087 € pour le porter de 860 913 044,60 € à 861 832 131,60 €, par voie de création de 150 670 actions nouvelles de 6,10 € de valeur nominale chacune et incorporation au capital d'un montant de 919 087 €, qui sera prélevé sur le poste « Primes d'émission » ;**
- **d'attribuer définitivement et gratuitement ces 150 670 actions nouvelles de la Société aux 165 attributaires figurant sur la liste annexée, pour la quantité figurant pour chacun d'eux sur ladite liste ;**
- **que, conformément à la décision de la Gérance en date du 16 avril 2018, les actions nouvelles ainsi créées sont entièrement assimilées aux actions existantes dès leur création et jouissent de tous les droits attachés aux autres actions composant le capital de la Société. Les attributaires auront droit à tous les dividendes, acomptes sur dividendes et autres distributions qui seront votés, décidés ou versés par la Société à compter de ce jour ainsi qu'à tout acompte à valoir sur ces dividendes qui auraient été décidés ;**
- **que, conformément aux statuts et aux conditions fixées pour l'attribution, les actions nouvelles sont créées sous la forme nominative et inscrites en compte nominatif pur au nom de chacun des attributaires ;**
- **que, conformément à la décision de la Gérance en date du 16 avril 2018, les 150 670 actions nouvelles attribuées aux 165 bénéficiaires du plan du 16 avril 2018 ne seront soumises à aucune obligation de conservation et seront cessibles et négociables dans les conditions**

prévues par les dispositions légales et règlementaires applicables et par les stipulations de la « Charte de Confidentialité et de Déontologie Boursière applicable aux Collaborateurs du Groupe Lagardère ».

Le Conseil d'Administration confère tous pouvoirs au Président-Directeur Général, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital et à l'attribution effective des 150 670 actions gratuites aux 165 bénéficiaires.

3. Ré-affectation de 150 670 actions auto-détenues par la Société et affectées à l'objectif « attributions aux salariés » à l'objectif « réduction de capital ».

Le Conseil, après avoir pris acte que la Société détient à ce jour 693 290 actions affectées à l'objectif « attribution aux salariés », décide de réaffecter à l'objectif « réduction de capital » 150 670 de ces actions.

4. Réduction du capital social d'un montant nominal de 919 087 € par voie d'annulation de 150 670 actions de 6,10 € détenues par la Société pour le ramener de 861 832 131,60 € à 860 913 044,60 €

Après avoir pris acte que :

- l'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire des actionnaires en date du 30 juin 2021, aux termes de sa quarante-et-unième résolution, a autorisé le Conseil d'Administration, pour une durée de quatre ans, à réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie des actions acquises dans le cadre des programmes de rachat d'actions, dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois ;
- la Société détient notamment à ce jour 150 670 actions affectées à l'objectif de réduction de capital par voie d'annulation ;
- la Société a procédé à l'annulation de 308 570 actions depuis l'assemblée générale précitée ;
- le capital social a été porté ce jour de 860 913 044,60 € à 861 832 131,60 € par voie d'incorporation de réserves et attribution gratuite de 150 370 actions aux bénéficiaires résidents fiscaux étrangers du plan d'actions gratuites du 16 avril 2018 ;

le Conseil d'Administration décide de :

- **réduire le capital social d'un montant nominal 919 087 € par voie d'annulation de 150 670 actions de 6,10 € détenues par la Société et affectées à l'objectif de réduction de capital et de ramener ainsi le capital social de 861 832 131,60 € à 860 913 044,60 €, divisé en 141 133 286 actions de 6,10 € de valeur nominale chacune ;**

- d'imputer la différence entre la valeur nette comptable des actions ainsi annulées (2 919 891,48 €) et le montant nominal de cette réduction de capital (919 087) €, soit la somme de 2 000 804,48 €, sur le poste « Primes d'émission, de fusion et d'apport ».

Le Conseil d'Administration confère tous pouvoirs au Président-Directeur Général, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder à la réalisation matérielle de la réduction de capital susvisée.

5. Modification corrélative des statuts

Le Conseil constate qu'à la suite de l'augmentation et de la réduction successive du capital social, objet des précédentes décisions, le montant du capital social demeure inchangé.

Le Conseil décide de compléter par deux paragraphes (3° et 4°) l'annexe des statuts de la Société relative aux apports reçus par la Société et aux modifications successives de son capital social, ainsi qu'il suit : «

- 3) *Par décision du Conseil d'Administration du 19 avril 2022, prise sur autorisation des assemblées générales, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 919 087 € et porté de 860 913 044,60 € à 861 832 131,60 € par voie d'incorporation au capital d'une somme de 919 087 € prélevée sur le compte Primes d'émission et de création de 150 670 actions nouvelles de 6,10 € de nominal, actions attribuées à des bénéficiaires d'actions gratuites issues du plan du 16 avril 2018.*
- 4) *Par décision du Conseil d'Administration du 19 avril 2022, prise sur autorisation de l'assemblée générale, le capital social a aussitôt été réduit d'un montant nominal de 919 087 € par voie d'annulation de 150 670 actions de 6,10 € de nominal détenues par la Société.*

A l'issue de cette opération de réduction, le capital social au 19 avril 2022 s'établissait à nouveau à 860 913 044,60 € divisé en 141 133 286 actions de 6,10 € de nominale chacune, toutes de même rang et entièrement libérées. »

Le Conseil décide de conférer tous pouvoirs au Président-Directeur Général, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder aux formalités découlant de la présente décision.

[...]

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

*Monsieur Arnaud Lagardère
Président-Directeur Général*

LAGARDÈRE SA

Société anonyme au capital de 860 913 044,60 €
Siège social : 4, rue de Presbourg à Paris 16^{ème} (75)
320 366 446 R.C.S. PARIS
SIRET : 320 366 446 00013

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA CONSULTATION ECRITE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 11 AVRIL 2022**

L'an deux mille vingt-deux,
Le 11 avril,

Les membres du Conseil d'Administration de la société Lagardère SA (la « **Société** ») ont été sollicités, par voie électronique, le 7 avril 2022, par Mme Pauline Hauwel, Secrétaire du Conseil d'Administration, à la demande de M. Arnaud Lagardère en sa qualité de Président– Directeur général, à l'effet de délibérer, par voie de consultation écrite en application de l'article 13, II-al. 14 de la loi 2022-46 du 22 janvier 2022, sur l'ordre du jour suivant :

- augmentation du capital social d'un montant nominal de 1 882 277 €, pour le porter de 860 913 044,60 € à 862 795 321,60 €, par voie d'incorporation au capital d'un montant de 1 882 277 € prélevé sur le poste « Primes d'émission » et de création de 308 570 actions nouvelles de 6,10 € de valeur nominale chacune, à l'effet d'attribuer définitivement et gratuitement lesdites actions nouvelles aux bénéficiaires résidents fiscaux français du plan d'actions gratuites attribué le 8 avril 2019 ;
- ré-affectation de 308 570 actions auto-détenues par la Société et affectées à l'objectif « attributions aux salariés » à l'objectif « réduction de capital » ;
- réduction du capital social d'un montant nominal de 1 882 277 € par voie d'annulation de 308 570 actions de 6,10 € détenues par la Société pour le ramener de 862 795 321,60 € à 860 913 044,60 € ;
- modification corrélative des statuts.

[...]

Plus de la moitié des membres du Conseil d'Administration ayant participé à la consultation écrite dans les délais requis, le quorum de la moitié des membres du Conseil a été atteint et les décisions figurant à l'ordre du jour susvisé ont été valablement prises.

[...]

1. Augmentation du capital social d'un montant nominal de 1 882 277 €, pour le porter de 860 913 044,60 € à 862 795 321,60 €, par voie d'incorporation au capital d'un montant de 1 882 277 € prélevé sur le poste « Primes d'émission » et de création de 308 570 actions nouvelles de 6,10 € de valeur nominale chacune, à l'effet d'attribuer définitivement et gratuitement lesdites actions nouvelles aux bénéficiaires résidents fiscaux français du plan d'actions gratuites attribué le 8 avril 2019

Après avoir pris acte que :

- les Assemblées Générales mixtes ordinaires et extraordinaires des associés commandités et des actionnaires du 3 mai 2016, ont, dans leurs treizièmes résolutions, conformément aux dispositions des articles L 225-197-1 et suivants du Code de commerce :
 - autorisé la Gérance de la Société, alors sous forme de société en commandite par actions, à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires qu'elle déterminerait parmi les membres du personnel salarié et des dirigeants de la Société (autres que les dirigeants mandataires sociaux de la société Lagardère SCA) et des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L 225-197-2 du Code de commerce, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre ;
 - décidé que le nombre total des actions gratuites pouvant être attribuées chaque année civile ne pourrait être supérieur à 0,4 % du nombre des actions composant le capital social tel que constaté à l'issue de l'Assemblée, nombre auquel s'ajouterait, le cas échéant, le nombre supplémentaire des actions à attribuer au titre des ajustements effectués pour préserver les droits des bénéficiaires en cas d'opérations portant sur le capital ou sur les capitaux propres de la Société ;
 - décidé que l'acquisition des actions par leurs bénéficiaires ne serait définitive qu'à l'issue d'une période qui ne pourrait être inférieure à trois ans, exception faite en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L 341-4 du Code de la sécurité sociale, l'acquisition définitive des actions pouvant alors être demandée conformément aux dispositions légales applicables ;
 - décidé que les actions devraient être conservées pendant une période qui ne pourrait être inférieure à deux ans à compter de la date de leur acquisition définitive, exception faite (i) en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans les catégories susvisées, les actions devenant alors librement cessibles conformément aux dispositions légales applicables, et (ii) pour les bénéficiaires non-résidents fiscaux français pour lesquels la période de conservation pourrait être réduite ou supprimée par la Gérance ;
 - constaté que l'autorisation emportait de plein droit au profit des bénéficiaires des actions gratuites qui seraient attribuées, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles qui seraient émises à l'issue de la période d'acquisition ;
 - décidé que la Gérance aurait les pouvoirs les plus étendus pour, dans les conditions fixées par la loi et les limites susvisées :
 - déterminer l'identité des bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun,
 - fixer les périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation des actions,
 - fixer les conditions auxquelles serait soumise l'acquisition définitive des actions,
 - procéder, le cas échéant, aux ajustements du nombre d'actions attribuées pour préserver les

droits des bénéficiaires en cas d'opérations portant sur le capital ou sur les capitaux propres de la Société intervenant pendant la période d'acquisition,

- en cas d'attribution d'actions à émettre, procéder aux augmentations de capital nécessaires par voie d'incorporation de réserves, bénéfiques et/ou primes et modifier corrélativement les statuts de la Société,
 - et d'une manière générale, faire tout ce qui serait utile ou nécessaire pour mettre en œuvre l'autorisation,
- décidé que l'autorisation ainsi donnée pourrait être utilisée par la Gérance pendant une durée de trente-huit mois à compter du 3 mai 2016 ;
- la Gérance, en vertu des autorisations des assemblées générales précitées, a décidé d'attribuer gratuitement, le 8 avril 2019, 474 990 actions gratuites à 370 bénéficiaires (dont 316 570 droits à action à 213 bénéficiaires résidents fiscaux français), notamment aux conditions et selon les modalités suivantes reprises et précisées dans un « plan » qui a été communiqué à chaque attributaire et devait être accepté par celui-ci pour pouvoir prétendre à l'attribution définitive des actions gratuites :

« Acquisition des actions :

Pour les bénéficiaires résidents fiscaux français au 8 avril 2019, figurant sur la liste A ci-annexée, les actions gratuites ne seront définitivement acquises qu'à l'issue d'une période de trois ans suivant la présente décision, soit le 9 avril 2022, sous réserve qu'à cette date les conditions exposées ci-après aient été remplies.

Si le 9 avril 2022, pour les bénéficiaires résidents fiscaux français, lesdites conditions sont remplies, les actions gratuites seront alors inscrites au nom des bénéficiaires concernés dans les comptes de la Société.

Condition de présence :

Pour pouvoir prétendre à l'acquisition définitive des actions, chacun des bénéficiaires devra n'avoir ni démissionné ni été licencié ou révoqué pour faute grave ou faute lourde au 8 avril 2022 à minuit.

Condition d'acceptation du plan :

Pour pouvoir prétendre à l'acquisition définitive des actions, chacun des bénéficiaires devra avoir accepté, au plus tard le 31 décembre 2019, les conditions et modalités de la présente attribution reprises et précisées dans les « plans » ci-annexés, qui leur auront été communiqués.

Jouissance des actions gratuites définitivement acquises :

A compter de leur acquisition définitive, les actions gratuites seront entièrement assimilées et jouiront de tous les droits attachés aux autres actions composant le capital de la Société. Les bénéficiaires auront ainsi notamment droit à la totalité des dividendes, acomptes sur dividendes et autres distributions qui seraient votés, décidés ou versés par la Société à compter de la date d'acquisition définitive ainsi qu'à tout acompte à valoir sur ces dividendes qui auraient été décidés

par la Gérance. Ainsi dans le cas où de tels acomptes sur dividendes auraient été décidés et versés avant l'acquisition définitive des actions gratuites, le montant correspondant à ces acomptes serait alors versé aux bénéficiaires à la date d'acquisition définitive de leurs actions gratuites.

Conservation des actions :

Pour les bénéficiaires résidents fiscaux français au 8 avril 2019, figurant sur la liste A ci-annexée, les actions une fois définitivement acquises devront être conservées en compte nominatif pur pendant une période de deux ans courant jusqu'au 9 avril 2024 inclus.

A l'issue de la période de conservation, le cas échéant applicable, les actions correspondantes seront cessibles et négociables dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables et moyennant le respect des périodes de négociation fixées par Lagardère SCA dans la « Charte de Confidentialité et de Déontologie Boursière applicable aux Collaborateurs du Groupe Lagardère ».

Après avoir constaté que sur les 213 attributaires fiscaux français figurant sur la liste A arrêtée le 8 avril 2019, 200 attributaires remplissent la condition de présence fixée pour l'acquisition définitive de 308 570 actions, le Conseil décide à l'unanimité :

- d'augmenter ce jour le capital social d'un montant nominal 1 882 277 € pour le porter de 860 913 044,60 € à 862 795 321,60 €, par voie de création de 308 570 actions nouvelles de 6,10 € de valeur nominale chacune et incorporation au capital d'un montant de 1 882 277 €, qui sera prélevé sur le poste « Primes d'émission » ;
- d'attribuer définitivement et gratuitement ces 308 570 actions nouvelles de la Société aux 200 attributaires figurant sur la liste annexée, pour la quantité figurant pour chacun d'eux sur ladite liste ;
- que, conformément aux décisions de la Gérance en date du 8 avril 2019, les actions nouvelles ainsi créées sont entièrement assimilées aux actions existantes dès leur création et jouissent de tous les droits attachés aux autres actions composant le capital de la Société. Les attributaires auront droit à tous les dividendes, acomptes sur dividendes et autres distributions qui seront votés, décidés ou versés par la Société à compter de ce jour ainsi qu'à tout acompte à valoir sur ces dividendes qui auraient été décidés ;
- que, conformément aux statuts et aux conditions fixées pour l'attribution, les actions nouvelles sont créées sous la forme nominative et inscrites en compte nominatif pur au nom de chacun des attributaires ;
- que, conformément aux décisions de la Gérance en date du 8 avril 2019, les 308 570 actions nouvelles attribuées aux 200 bénéficiaires du plan du 8 avril 2019 devront être conservées en compte nominatif pur pendant une période de deux ans courant jusqu'au 9 avril 2024 inclus, période à l'issue de laquelle, les actions deviendront cessibles et négociables dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les stipulations de la

« Charte de Confidentialité et de Déontologie Boursière applicable aux Collaborateurs du Groupe Lagardère ».

Le Conseil d'Administration confère tous pouvoirs au Président-Directeur Général, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital et à l'attribution effective des 308 570 actions gratuites aux 200 bénéficiaires.

2. Ré-affectation de 308 570 actions auto-détenues par la Société et affectées à l'objectif « attributions aux salariés » à l'objectif « réduction de capital ».

Le Conseil, après avoir pris acte que la Société détient à ce jour 1 001 860 actions affectées à l'objectif « attribution aux salariés », décide de réaffecter à l'objectif « réduction de capital » 308 570 de ces actions.

3. Réduction du capital social d'un montant nominal de 1 882 277 € par voie d'annulation de 308 570 actions de 6,10 € détenues par la Société pour le ramener de 862 795 321,60 € à 860 913 044,60 €

Après avoir pris acte que :

- l'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire des actionnaires en date du 30 juin 2021, aux termes de sa quarante-et-unième résolution, a autorisé le Conseil d'Administration, pour une durée de quatre ans, à réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie des actions acquises dans le cadre des programmes de rachat d'actions, dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois ;
- la Société détient notamment à ce jour 308.570 actions affectées à l'objectif de réduction de capital par voie d'annulation ;
- la Société n'a procédé à aucune annulation d'actions depuis l'assemblée générale précitée ;
- le capital social a été porté ce jour de 860 913 044,60 € à 862 795 321,60 € par voie d'incorporation de réserves et attribution gratuite de 308 570 actions aux bénéficiaires résidents fiscaux français du plan d'actions gratuites du 8 avril 2019 ;

le Conseil d'Administration décide de :

- réduire le capital social d'un montant nominal 1 882 277 € par voie d'annulation de 308 570 actions de 6,10 € détenues par la Société et affectées à l'objectif de réduction de capital et de ramener ainsi le capital social de 862 795 321,60 € à 860 913 044,60 €, divisé en 141 133 286 actions de 6,10 € de valeur nominale chacune ;
- d'imputer la différence entre la valeur nette comptable des actions ainsi annulées (5 934 135,61) € et le montant nominal de cette réduction de capital (1 882 277) €, soit la somme de 4 051 858,61 €, sur le poste « Primes d'émission, de fusion et d'apport ».

Le Conseil d'Administration confère tous pouvoirs au Président-Directeur Général, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder à la réalisation matérielle de la réduction de capital susvisée.

4. Modification corrélative des statuts

Le Conseil constate qu'à la suite de l'augmentation et de la réduction successive du capital social, objet des précédentes décisions, le montant du capital social demeure inchangé.

Le Conseil décide de créer une annexe aux statuts aux termes de laquelle seront recensés les différentes modifications successives de son capital social et d'insérer les deux premiers paragraphes suivants :

«

- 1) *Par décision du Conseil d'Administration du 11 avril 2022, prise sur autorisation des assemblées générales, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 1 882 277 € et porté de 860 913 044,60 € à 862 795 321,60 € par voie d'incorporation au capital d'une somme de 1 882 277 € prélevée sur le compte Primes d'émission et de création de 308 570 actions nouvelles de 6,10 € de nominal, actions attribuées à des bénéficiaires d'actions gratuites issues du plan du 8 avril 2019.*
- 2) *Par décision du Conseil d'Administration du 11 avril 2022, prise sur autorisation de l'assemblée générale, le capital social a aussitôt été réduit d'un montant nominal de 1 882 277 € par voie d'annulation de 308 570 actions de 6,10 € de nominal détenues par la Société.*

A l'issue de cette opération de réduction, le capital social au 11 avril 2022 s'établissait à nouveau à 860 913 044,60 € divisé en 141 133 286 actions de 6,10 € de nominale chacune, toutes de même rang et entièrement libérées. »

Le Conseil décide de conférer tous pouvoirs au Président-Directeur Général, M. Arnaud Lagardère, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder aux formalités découlant de la présente décision.

[...]

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

*Monsieur Arnaud Lagardère
Président-Directeur Général*



LAGARDERE SA

Société anonyme au capital de 860.913.044,60 €
Siège social : 4 rue de Presbourg, Paris 16^{ème} (75)
320 366 446 RCS Paris

STATUTS



À jour au 19 avril 2022

I - LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 1 – Forme

La présente société (la « **Société** »), constituée le 24 septembre 1980 sous la forme anonyme, a été transformée le 30 décembre 1992 en société en commandite par actions, par décision de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 30 décembre 1992.

Par décision de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 30 juin 2021 et avec l'accord préalable des associés commandités, la Société a été transformée en société anonyme à Conseil d'administration.

La Société est régie par les présents statuts ainsi que par les lois, décrets et règlements applicables aux sociétés anonymes.

ARTICLE 2 – Dénomination sociale

La dénomination sociale est : « LAGARDERE SA ».

ARTICLE 3 – Objet

La Société a pour objet en France ou à l'étranger :

- 1°) la prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères par tous moyens,
- 2°) la gestion de tous portefeuilles de valeurs mobilières et l'exécution de toutes opérations y afférentes, au comptant ou à terme, fermes ou conditionnelles,
- 3°) l'acquisition et la concession de tous brevets, marques et exploitations commerciales et industrielles,
- 4°) et plus généralement, toutes opérations commerciales et financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant aux objets ci-dessus, ou à tous autres objets connexes et qui seraient de nature à favoriser et développer l'activité sociale.

ARTICLE 4 – Siège social

Le siège social est fixé au 4 rue de Presbourg à Paris 16ème (75).

Il peut être transféré en tout autre lieu, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 5 – Durée de la Société

La durée de la Société est de 99 années, à compter du 16 décembre 1980, date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 860.913.044,60 euros, divisé en 141.133.286 actions de 6,10 euros de nominal chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

ARTICLE 7 – Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit par tout mode et de toute manière autorisés par la réglementation.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut, conformément à la loi et aux règlements, déléguer au Conseil d'administration la compétence et/ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider ou réaliser une augmentation de capital, toute émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou une réduction de capital, en déterminer le montant, les conditions et prendre toute mesure nécessaire à la bonne réalisation de l'opération.

ARTICLE 8 – Forme et cession des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les actions sont librement cessibles et transmissibles, selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ; notamment, la propriété des actions résulte de leur inscription en compte dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 – Droits et obligations attribués aux actions

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne répondent des dettes sociales que dans la limite de leur apport, soit à concurrence de la valeur des actions qu'ils possèdent.

Chaque action donne droit de participer aux Assemblées Générales d'actionnaires, avec voix délibérative, dans les conditions et sous les réserves prévues par la loi, les règlements et les présents statuts.

Toute personne possédant une ou plusieurs actions est tenue par les présents statuts et par toutes les décisions prises par les Assemblées Générales.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les actionnaires devront faire leur affaire personnelle du regroupement d'actions nécessaires sans pouvoir rien prétendre de la Société.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société ; en conséquence, les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique.

Chacune des actions donne droit, en cas de répartition ou de remboursement, à la même somme nette ; il sera, en conséquence, fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société auxquelles cette répartition ou ce remboursement pourrait donner lieu.

ARTICLE 10 – Déclaration de franchissement de seuils

Sans préjudice des dispositions visées à l'article L. 233-7 du Code de commerce, toute personne qui vient à posséder directement ou indirectement, au sens des dispositions dudit article L. 233-7, au moins 1% des droits de vote exerçables en Assemblée Générale est tenue, dans les cinq jours calendaires de la date de franchissement du seuil, et ce indépendamment le cas échéant de la date du transfert effectif de la propriété des titres, de déclarer à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée au siège social le nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède. Pour les actionnaires et intermédiaires inscrits résidant à l'étranger, cette déclaration pourra être faite par un procédé équivalent à la lettre recommandée avec accusé de réception en usage dans le pays où ils résident, procédé qui devra permettre à la Société d'avoir la preuve de la date d'envoi de la déclaration et de la date de réception de cette dernière.

Cette déclaration devra être renouvelée dans les conditions ci-dessus prévues chaque fois qu'un nouveau seuil de 1% sera franchi.

À défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions ci-dessus exposées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute Assemblée Générale d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, à la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5% du capital social. Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'auraient pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

Le cas échéant, la Société peut procéder à tout moment à l'identification des détenteurs de titres de capital ou de porteurs d'obligations dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

III – ADMINISTRATION

ARTICLE 11 – Composition du Conseil d'administration

1°) La Société est administrée par un Conseil d'administration de huit membres au moins et de neuf membres au plus, personnes physiques ou morales, auxquels s'ajoutent le ou les membres représentant les salariés désignés dans les conditions prévues à l'article 11.6 ci-après.

2°) La durée de leurs fonctions est de quatre années ; elle prend fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat ; les membres du Conseil d'administration sont rééligibles. Toutefois, par exception :

- l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires pourra nommer ou renouveler un membre du Conseil d'administration pour une durée supérieure à quatre années mais sans pouvoir excéder six années, et étant précisé qu'à tout moment le Conseil d'administration ne pourra compter plus d'un membre dont la durée de mandat restant à courir sera supérieure à quatre années ;

- l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires pourra, pour les seuls besoins de la mise en place du renouvellement échelonné du Conseil d'administration de façon à ce que le renouvellement du Conseil d'administration porte à chaque fois sur une partie de ses membres seulement, nommer ou renouveler un ou plusieurs membres du Conseil d'administration pour une durée inférieure à quatre ans.

3°) Le nombre des membres du Conseil d'administration ayant dépassé l'âge de soixante-quinze ans ne pourra être supérieur au tiers des membres en fonction. Si cette proportion vient à être dépassée, le membre le plus âgé sera réputé démissionnaire d'office.

4°) Chaque membre du Conseil d'administration (autres que les membres représentant les salariés ou les salariés actionnaires) devra être propriétaire de 150 actions au moins de la Société ; il aura, à compter de sa nomination, trois mois pour acquérir ces actions au cas où il n'en serait pas déjà propriétaire lors de sa nomination ; si, au cours de ses fonctions, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

5°) En cas de vacance par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le Conseil d'administration peut coopter à titre provisoire un ou plusieurs membres en remplacement ; ces nominations sont ratifiées par la plus prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Le membre remplaçant ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration des fonctions de son prédécesseur.

Si cette ou ces nominations provisoires ne sont pas ratifiées par l'Assemblée Générale, les délibérations du Conseil d'administration n'en demeurent pas moins valables.

6°) Lorsque les dispositions de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce sont applicables à la Société, le Conseil d'administration comprend en outre un ou deux membres représentant les salariés du Groupe désigné par le Comité de Groupe.

Le nombre de membres représentant les salariés est égal à deux lorsque le nombre de membres du Conseil d'administration, calculé conformément à l'article L. 225-27-1 du Code de commerce, est supérieur à huit et à un lorsque le nombre de membres du Conseil d'administration, calculé conformément à l'article L. 225-27-1 du Code de commerce est égal ou inférieur à huit. Lorsque deux membres sont désignés, ceux-ci doivent comporter au moins un homme et au moins une femme.

Sous réserve des stipulations du présent article et des dispositions du Code de commerce, tout administrateur représentant les salariés a le même statut, les mêmes pouvoirs et les mêmes responsabilités que les autres administrateurs.

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration représentant les salariés est de quatre ans.

La réduction à huit ou moins de huit du nombre des membres du Conseil d'administration calculé conformément à l'article L. 225-27-1 du Code de commerce est sans effet sur le mandat des membres du Conseil représentant les salariés, qui se poursuit jusqu'à l'arrivée du terme normal.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit d'un siège de membre du Conseil d'administration représentant les salariés, le siège vacant est pourvu dans les conditions fixées par l'article L. 225-34 du Code de commerce.

ARTICLE 11 bis – Censeur

Outre les membres du Conseil d'administration visés à l'article 11, l'assemblée générale peut, sur proposition du Conseil d'administration, nommer auprès du Conseil d'administration un censeur, personne physique, qui peut être choisi parmi ou en dehors des actionnaires. L'assemblée générale détermine la durée de son mandat, qui ne peut excéder quatre années, et peut le révoquer à tout moment.

Le censeur est convoqué à toutes les réunions du Conseil d'administration selon les mêmes formes que les membres du Conseil d'administration et prend part aux délibérations avec voix consultative seulement.

Les modalités de la rémunération du censeur sont arrêtées par le Conseil d'administration, qui peut lui reverser une partie de la rémunération que l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a allouée aux membres du Conseil d'administration.

ARTICLE 12 – Réunion du Conseil d'administration

1°) Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres personnes physiques un Président pour exercer les missions qui lui sont confiées par la loi. Le Président préside le Conseil d'administration, organise, dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale et veille au bon fonctionnement des organes de la Société. Il s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Conseil détermine la rémunération du Président conformément à la réglementation en vigueur et fixe la durée de ses fonctions qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le Président est rééligible. La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président est fixée à quatre-vingts ans.

Le Conseil d'administration désigne, s'il le juge utile, parmi ses membres, un Vice-Président. Le Vice-Président est soumis à la même limite d'âge que le Président. Le Vice-Président est appelé à suppléer le Président en cas d'empêchement temporaire ou de décès de celui-ci. Cette suppléance vaut : (i) en cas d'empêchement temporaire, pour la durée de l'empêchement ; (ii) en cas de décès, jusqu'à l'élection du nouveau président.

Le Conseil d'administration choisit en outre un secrétaire, qui peut être pris parmi ses membres ou en dehors d'eux. Le Vice-Président et le secrétaire demeurent en fonction pendant le temps déterminé par le Conseil d'administration, sans que, pour le Vice-Président, cette durée puisse excéder celle de son mandat d'administrateur.

2°) En cas d'absence du Président et, le cas échéant, du Vice-Président, le Conseil d'administration désigne, pour chaque séance, celui de ses membres présents qui doit présider. En cas d'absence du Secrétaire, le Conseil d'administration désigne un de ses membres ou un tiers pour le suppléer.

3°) Le Conseil d'administration se réunit au siège social, ou en tout autre endroit spécifié dans la convocation, aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent.

Les réunions peuvent être convoquées par tous moyens écrits (y compris par courrier électronique) par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président. L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, le Conseil d'administration peut se réunir sans délai et sans ordre du jour préétabli : (i) si tous les administrateurs en exercice sont présents ou représentés à cette réunion, ou (ii) s'il est réuni par le Président au cours d'une Assemblée d'actionnaires.

Le tiers au moins des administrateurs peut à tout moment demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Si le Président ne fait pas droit à cette demande dans un délai de 7 jours calendaires, les administrateurs ayant demandé la convocation du Conseil d'administration seront en droit de convoquer directement le Conseil d'administration sur l'ordre du jour initialement communiqué au Président

4°) La participation de la moitié au moins des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés et pouvant prendre part au vote. En cas de partage des voix, la voix du Président sera prépondérante.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du Conseil d'administration qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions prévues par le Règlement intérieur établi par le Conseil d'administration.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux consignés dans un registre spécial et signés par le Président de séance et par le secrétaire ou par la majorité des membres présents.

Le Conseil d'administration peut prendre des décisions par consultation écrite de ses membres dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables et dont les modalités sont précisées dans le Règlement intérieur établi par le Conseil d'administration.

5°) Par exception aux stipulations de l'article 12 4° ci-dessus, les règles de majorité spécifiques ci-dessous s'appliqueront jusqu'au 30 juin 2027 :

- les décisions relatives à la nomination et la révocation du Directeur Général sont prises à la majorité des deux tiers de la totalité des voix dont disposent les membres du Conseil d'Administration, quel que soit le quorum de la réunion ou de la consultation au cours desquelles ces décisions sont prises ;

- les décisions relatives à la nomination et la révocation du ou des Directeurs Généraux Délégués sont prises à la majorité des deux tiers de la totalité des voix dont disposent les membres du Conseil d'Administration, quel que soit le quorum de la réunion ou de la consultation au cours desquelles ces décisions sont prises ;

- les décisions relatives à la nomination du ou des Directeurs Généraux Adjointes sont prises à la majorité des deux tiers de la totalité des voix dont disposent les membres du Conseil d'Administration, quel que soit le quorum de la réunion ou de la consultation au cours desquelles ces décisions sont prises ;

- les décisions relatives à la fixation de la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués sont prises par le Conseil d'administration à la majorité des deux tiers de la totalité des voix dont disposent les membres du Conseil d'Administration, quel que soit le quorum de la réunion ou de la consultation au cours desquelles ces décisions sont prises, dans la mesure seulement où elles emportent un abaissement desdites rémunérations ou un durcissement de leurs conditions.

ARTICLE 13 - Pouvoirs du Conseil d'administration

1°) Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

2°) Le Conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que le Conseil d'administration ou son Président soumettent pour avis à leur examen ; il fixe leur composition, leurs attributions et, le cas échéant, la rémunération de leurs membres conformément à la réglementation en vigueur et au Règlement intérieur établi par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 14 – Rémunération du Conseil d'administration

Il peut être alloué au Conseil d'administration une rémunération fixe annuelle dont le montant est déterminé par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et demeure maintenu jusqu'à décision contraire de cette Assemblée Générale.

Le Conseil d'administration répartit le montant de cette rémunération entre ses membres et attribue toute autre rémunération à ses membres dans les conditions prévues par la réglementation.

IV – DIRECTION GÉNÉRALE

ARTICLE 15 – Direction Générale

15.1. Choix entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale

La Direction Générale de la Société est assurée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration qui porte alors le titre de Président-Directeur Général, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 15.2° ci-après et portant le titre de Directeur Général, selon la décision du Conseil d'administration qui choisit entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Lorsque la Direction Générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'administration, les stipulations ci-après relatives au Directeur Général lui sont applicables.

15.2. Directeur Général et Directeurs Généraux délégués

1°) Le Directeur Général peut être choisi parmi les administrateurs ou non.

2°) Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué. Le Directeur Général Délégué peut être administrateur. Le nombre de Directeurs Généraux Délégués ne peut excéder cinq. En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués. Les Directeurs Généraux Délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

3°) La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Directeur Général ou de Directeur Général Délégué est fixée à quatre-vingts ans. Si le Directeur Général, ou un Directeur Général Délégué, atteint cette limite d'âge au cours de son mandat de Directeur Général (ou de Directeur Général Délégué, selon le cas), il est réputé démissionnaire d'office à la date de son quatre-vingtième anniversaire.

Le Conseil d'administration détermine la durée du mandat du Directeur Général et du ou des Directeurs Généraux Délégués.

La durée des fonctions d'un Directeur Général administrateur ou d'un Directeur Général Délégué administrateur ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par décision du Conseil d'administration. Il en est de même, sur proposition du Directeur Général, des Directeurs Généraux Délégués. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'administration.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à nomination du nouveau Directeur Général.

En cas d'empêchement temporaire du Directeur Général, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Directeur Général.

Le Conseil d'administration détermine la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués conformément à la réglementation en vigueur.

4°) Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute stipulation des Statuts ou toute décision du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

Le Directeur Général ou les Directeurs Généraux Délégués peuvent, dans les limites fixées par la législation en vigueur, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables, pour un ou plusieurs objets déterminés, à tous mandataires, même étrangers à la Société, pris individuellement ou réunis en comité ou commission. Ces pouvoirs peuvent être permanents ou temporaires, et comporter ou non la faculté de substituer.

V - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16 – Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et, le cas échéant, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants, sont nommés pour la durée, dans les conditions et avec les missions fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables.

VI - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 17 – Assemblées Générales

1°) Les Assemblées Générales d'actionnaires sont convoquées dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les Assemblées Générales d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Les convocations sont effectuées dans les formes et délais prévus par la réglementation en vigueur.

2°) L'ordre du jour des Assemblées Générales est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et selon les délais légaux, ont la faculté de requérir par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de projets de résolutions.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'administration et procéder à leur remplacement.

3°) Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et de l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société dans les délais et conditions prévus par la réglementation en vigueur.

Dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les actionnaires peuvent, sur décision du Conseil d'administration, participer aux Assemblées Générales par voie de visioconférence et voter à ces Assemblées Générales par des moyens de communication électroniques ; le Conseil d'administration fixe les modalités de participation et de vote

correspondantes, les technologies employées devant permettre, selon le cas, une retransmission continue et simultanée des délibérations, la sécurisation des moyens utilisés, l'authentification des participants et des votants et l'intégrité du vote de ces derniers.

Si un actionnaire décide, après décision du Conseil d'administration prise conformément aux stipulations du second alinéa du présent paragraphe, soit de voter par correspondance, soit de donner une procuration à un autre actionnaire, soit d'adresser une procuration à la Société sans indication de mandataire, en envoyant le formulaire correspondant par un moyen électronique de communication, sa signature électronique devra :

- soit prendre la forme d'une signature électronique sécurisée au sens des dispositions légales en vigueur ;

- soit résulter de l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache, ou de tout autre procédé d'identification et/ou d'authentification admissible au regard des dispositions légales en vigueur.

4°) Lors de chaque Assemblée Générale, chaque actionnaire aura un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il possède ou représente ; toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même titulaire, étant toutefois précisé que les actionnaires bénéficiant d'un droit de vote double au jour de la transformation de la Société en société anonyme conserveront ce droit.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement au propriétaire d'actions anciennes bénéficiant de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double.

Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de quatre ans prévu ci-dessus ; de même, la fusion ou la scission de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires si les statuts de celles-ci l'ont institué.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres donnés en gage, par l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et par le nu-propiétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

5°) À chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence contenant les mentions prévues par les dispositions légales.

Cette feuille de présence est émarginée par les actionnaires présents et par les mandataires des actionnaires représentés ; les membres du bureau peuvent décider d'y annexer, sous un format papier ou sous un format électronique ou numérisé, les pouvoirs donnés à chaque mandataire et les formulaires de vote à distance ; elle est, sur la base des indications fournies par l'établissement centralisateur de l'Assemblée Générale, certifiée exacte par les membres du bureau et signée par ces derniers et par le secrétaire de l'Assemblée Générale.

6°) Les Assemblées Générales sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président ou un membre du Conseil d'administration désigné par ce dernier. À défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'Assemblée Générale, celle-ci élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptant, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix. Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont notamment pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de veiller à l'établissement du procès-verbal et, avec le concours de l'établissement centralisateur, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité.

7°) Les délibérations de chaque Assemblée Générale seront consignées dans des procès-verbaux retranscrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau. Les procès-verbaux, ainsi préparés et conservés, sont considérés comme étant les transcriptions authentiques des Assemblées Générales. Toute copie ou extrait d'un procès-verbal devra être certifié par le Président du Conseil d'administration, par un administrateur exerçant les fonctions de Directeur général, ou par le secrétaire de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 18 – Assemblée Générale Ordinaire

1°) Les Assemblées Générales Ordinaires peuvent être convoquées à tout moment. Toutefois, une Assemblée Générale Ordinaire annuelle devra être convoquée une fois par an au moins dans les six mois de la clôture de chaque exercice social.

2°) L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle examinera les rapports présentés par le Conseil d'administration ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes, discutera et approuvera les comptes annuels et les propositions d'affectation du résultat, dans les conditions fixées par les présents statuts et par la loi. En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle et toute autre Assemblée Générale Ordinaire pourra nommer et démettre les membres du Conseil d'administration, nommer les Commissaires aux Comptes et se prononcer sur toutes questions de sa compétence incluses dans l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, à l'exception de toutes celles définies à l'article 19 comme étant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

3°) L'Assemblée Générale Ordinaire réunit tous les actionnaires remplissant les conditions fixées par la loi.

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie sur première convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie sur deuxième convocation, délibère valablement quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

4°) Ces délibérations sont adoptées à la majorité des voix exprimées par les actionnaires présents, représentés, ou ayant voté par correspondance à cette Assemblée Générale. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

ARTICLE 19 – Assemblée Générale Extraordinaire

1°) L'Assemblée Générale Extraordinaire délibère valablement sur toutes modifications aux présents statuts dont l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire est requise par la loi en vigueur, y compris, sans que cette énumération soit limitative et sous réserve des stipulations des présents statuts :

- l'augmentation ou la réduction du capital social de la Société ;
- la modification des conditions de cession des actions ;

- la modification de l'objet social, de la durée ou du siège social de la Société, sous réserve du pouvoir du Conseil d'administration de changer le siège social conformément à la loi ;
- la transformation de la Société en une société ayant une forme légale différente ;
- la dissolution de la Société ;
- la fusion de la Société ;
- et toutes autres matières sur lesquelles une Assemblée Générale Extraordinaire peut valablement délibérer, selon la loi.

2°) Une Assemblée Générale Extraordinaire réunit tous les actionnaires dans les conditions fixées par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, réunie sur première convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. L'Assemblée Générale Extraordinaire, réunie sur deuxième convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

3°) Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont adoptées, dans tous les cas, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance lors de l'Assemblée Générale. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

ARTICLE 20 – Information des Actionnaires

Chaque actionnaire est en droit d'avoir accès ou, le cas échéant, de recevoir les documents relatifs à la Société dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

VII - COMPTES - AFFECTATION DU RÉSULTAT

ARTICLE 21 – Exercice social

Chaque exercice social de la Société commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

ARTICLE 22 – États financiers

À la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Un état des cautions, avals et garanties données et des sûretés consenties par la Société est annexé au bilan.

Le Conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société et de ses filiales durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ainsi que sur tout autre élément prévu par la loi et les règlements.

L'ensemble de ces documents sont soumis pour observations aux Commissaires aux comptes, préalablement à leur présentation aux actionnaires pour approbation.

ARTICLE 23 – Affectation du bénéfice

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé, en tant que de besoin, le montant nécessaire pour constituer le fonds de réserve légale en application de la loi.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le bénéfice distribuable est réparti entre les propriétaires d'actions au prorata du nombre de leurs actions.

Toutefois, l'Assemblée Générale peut, sur proposition du Conseil d'administration, décider le prélèvement sur la part revenant aux actionnaires dans le solde du bénéfice distribuable, des sommes qu'il juge convenable de fixer pour être reportées à nouveau ou pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de toutes sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes des réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués ; dans la mesure où les réserves distribuées auront été constituées au moyen de prélèvements effectués sur la part de bénéfices revenant aux actionnaires seuls, la distribution des sommes correspondante sera effectuée au seul profit des propriétaires d'actions proportionnellement aux nombres d'actions appartenant à chacun d'eux.

L'Assemblée Générale, statuant sur les comptes de l'exercice, pourra accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

De la même façon, l'Assemblée Générale ordinaire, statuant dans les conditions prévues à l'article L. 232-12 du Code de Commerce sur la mise en distribution d'un acompte sur dividende, pourra accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie dudit acompte sur dividende, une option entre le paiement de l'acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement en actions, le prix et les conditions d'émission des actions ainsi que la demande de paiement en actions et les conditions de réalisation de l'augmentation de capital, seront régis par la loi et les règlements.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'Assemblée Générale ou, à défaut, par le Conseil d'administration. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par décision de justice.

L'Assemblée Générale peut également décider à toute époque la mise en distribution de bénéfices, réserves et/ou primes dont elle a la disposition, par voie de répartition par tous moyens, directement ou indirectement, pour tout ou partie de la distribution, de titres financiers négociables ou de tout autre élément d'actif figurant au bilan de la Société, les actionnaires devant, le cas échéant, faire leur affaire personnelle du regroupement d'actions nécessaires pour obtenir un nombre entier de titres financiers ou autres droits ainsi répartis.

VIII - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

ARTICLE 24 – Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les comptes annuels de la Société, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration doit dans les quatre mois de l'approbation par les actionnaires des comptes annuels ayant fait apparaître ces pertes, convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la Société. Si la dissolution n'est pas prononcée par cette Assemblée Générale Extraordinaire et si les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social de la Société dans les délais fixés par la loi en vigueur, le capital devra être réduit d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves.

ARTICLE 25 – Dissolution de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, notamment, par l'expiration de sa durée, éventuellement prorogée, ou par sa dissolution anticipée décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 26 – Liquidation de la Société

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, survenue pour quelque cause que ce soit.

Un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui décide ou constate la dissolution, laquelle statue aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, soit par une Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires réunie extraordinairement.

Le liquidateur, ou chacun des liquidateurs s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale peut autoriser le liquidateur ou les liquidateurs à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après règlement du passif, est employé à rembourser intégralement le capital libéré et non amorti des actions.

Le solde, s'il en existe, est réparti proportionnellement au nombre d'actions détenu par chacun d'eux.

ARTICLE 27 – Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, la Direction Générale, les membres du Conseil d'administration et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ANNEXE AUX STATUTS

APPORTS RECUS PAR LA SOCIETE

ET

MODIFICATIONS SUCCESSIVES DE SON CAPITAL SOCIAL

- 1) Par décision du Conseil d'Administration du 11 avril 2022, prise sur autorisation des assemblées générales, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 1 882 277 € et porté de 860 913 044,60 € à 862 795 321,60 € par voie d'incorporation au capital d'une somme de 1 882 277 € prélevée sur le compte Primes d'émission et de création de 308 570 actions nouvelles de 6,10 € de nominal, actions attribuées à des bénéficiaires d'actions gratuites issues du plan du 8 avril 2019.
- 2) Par décision du Conseil d'Administration du 11 avril 2022, prise sur autorisation de l'assemblée générale, le capital social a aussitôt été réduit d'un montant nominal de 1 882 277 € par voie d'annulation de 308 570 actions de 6,10 € de nominal détenues par la Société.

A l'issue de cette opération de réduction, le capital social au 11 avril 2022 s'établissait à nouveau à 860 913 044,60 € divisé en 141 133 286 actions de 6,10 € de nominale chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

- 3) Par décision du Conseil d'Administration du 19 avril 2022, prise sur autorisation des assemblées générales, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 919 087 € et porté de 860 913 044,60 € à 861 832 131,60 € par voie d'incorporation au capital d'une somme de 919 087 € prélevée sur le compte Primes d'émission et de création de 150 670 actions nouvelles de 6,10 € de nominal, actions attribuées à des bénéficiaires d'actions gratuites issues du plan du 16 avril 2018.
- 4) Par décision du Conseil d'Administration du 19 avril 2022, prise sur autorisation de l'assemblée générale, le capital social a aussitôt été réduit d'un montant nominal de 919 087 € par voie d'annulation de 150 670 actions de 6,10 € de nominal détenues par la Société.

A l'issue de cette opération de réduction, le capital social au 19 avril 2022 s'établissait à nouveau à 860 913 044,60 € divisé en 141 133 286 actions de 6,10 € de nominale chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

LAGARDERE SA

Société anonyme au capital de 860.913.044,60 €
Siège social : 4 rue de Presbourg, Paris 16^{ème} (75)
320 366 446 RCS Paris

STATUTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME



À jour au 11 avril 2022

I - LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 1 – Forme

La présente société (la « **Société** »), constituée le 24 septembre 1980 sous la forme anonyme, a été transformée le 30 décembre 1992 en société en commandite par actions, par décision de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 30 décembre 1992.

Par décision de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 30 juin 2021 et avec l'accord préalable des associés commandités, la Société a été transformée en société anonyme à Conseil d'administration.

La Société est régie par les présents statuts ainsi que par les lois, décrets et règlements applicables aux sociétés anonymes.

ARTICLE 2 – Dénomination sociale

La dénomination sociale est : « LAGARDERE SA ».

ARTICLE 3 – Objet

La Société a pour objet en France ou à l'étranger :

1°) la prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères par tous moyens,

2°) la gestion de tous portefeuilles de valeurs mobilières et l'exécution de toutes opérations y afférentes, au comptant ou à terme, fermes ou conditionnelles,

3°) l'acquisition et la concession de tous brevets, marques et exploitations commerciales et industrielles,

4°) et plus généralement, toutes opérations commerciales et financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant aux objets ci-dessus, ou à tous autres objets connexes et qui seraient de nature à favoriser et développer l'activité sociale.

ARTICLE 4 – Siège social

Le siège social est fixé au 4 rue de Presbourg à Paris 16ème (75).

Il peut être transféré en tout autre lieu, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 5 – Durée de la Société

La durée de la Société est de 99 années, à compter du 16 décembre 1980, date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 860.913.044,60 euros, divisé en 141.133.286 actions de 6,10 euros de nominal chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

ARTICLE 7 – Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit par tout mode et de toute manière autorisés par la réglementation.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut, conformément à la loi et aux règlements, déléguer au Conseil d'administration la compétence et/ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider ou réaliser une augmentation de capital, toute émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou une réduction de capital, en déterminer le montant, les conditions et prendre toute mesure nécessaire à la bonne réalisation de l'opération.

ARTICLE 8 – Forme et cession des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les actions sont librement cessibles et transmissibles, selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ; notamment, la propriété des actions résulte de leur inscription en compte dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 – Droits et obligations attribués aux actions

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne répondent des dettes sociales que dans la limite de leur apport, soit à concurrence de la valeur des actions qu'ils possèdent.

Chaque action donne droit de participer aux Assemblées Générales d'actionnaires, avec voix délibérative, dans les conditions et sous les réserves prévues par la loi, les règlements et les présents statuts.

Toute personne possédant une ou plusieurs actions est tenue par les présents statuts et par toutes les décisions prises par les Assemblées Générales.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les actionnaires devront faire leur affaire personnelle du regroupement d'actions nécessaires sans pouvoir rien prétendre de la Société.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société ; en conséquence, les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique.

Chacune des actions donne droit, en cas de répartition ou de remboursement, à la même somme nette ; il sera, en conséquence, fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société auxquelles cette répartition ou ce remboursement pourrait donner lieu.

ARTICLE 10 – Déclaration de franchissement de seuils

Sans préjudice des dispositions visées à l'article L. 233-7 du Code de commerce, toute personne qui vient à posséder directement ou indirectement, au sens des dispositions dudit article L. 233-7, au moins 1% des droits de vote exerçables en Assemblée Générale est tenue, dans les cinq jours calendaires de la date de franchissement du seuil, et ce indépendamment le cas échéant de la date du transfert effectif de la propriété des titres, de déclarer à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée au siège social le nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède. Pour les actionnaires et intermédiaires inscrits résidant à l'étranger, cette déclaration pourra être faite par un procédé équivalent à la lettre recommandée avec accusé de réception en usage dans le pays où ils résident, procédé qui devra permettre à la Société d'avoir la preuve de la date d'envoi de la déclaration et de la date de réception de cette dernière.

Cette déclaration devra être renouvelée dans les conditions ci-dessus prévues chaque fois qu'un nouveau seuil de 1% sera franchi.

À défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions ci-dessus exposées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute Assemblée Générale d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, à la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5% du capital social. Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'auraient pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

Le cas échéant, la Société peut procéder à tout moment à l'identification des détenteurs de titres de capital ou de porteurs d'obligations dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

III – ADMINISTRATION

ARTICLE 11 – Composition du Conseil d'administration

1°) La Société est administrée par un Conseil d'administration de huit membres au moins et de neuf membres au plus, personnes physiques ou morales, auxquels s'ajoutent le ou les membres représentant les salariés désignés dans les conditions prévues à l'article 11.6 ci-après.

2°) La durée de leurs fonctions est de quatre années ; elle prend fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat ; les membres du Conseil d'administration sont rééligibles. Toutefois, par exception :

- l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires pourra nommer ou renouveler un membre du Conseil d'administration pour une durée supérieure à quatre années mais sans pouvoir excéder six années, et étant précisé qu'à tout moment le Conseil d'administration ne pourra compter plus d'un membre dont la durée de mandat restant à courir sera supérieure à quatre années ;

- l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires pourra, pour les seuls besoins de la mise en place du renouvellement échelonné du Conseil d'administration de façon à ce que le renouvellement du Conseil d'administration porte à chaque fois sur une partie de ses membres seulement, nommer ou renouveler un ou plusieurs membres du Conseil d'administration pour une durée inférieure à quatre ans.

3°) Le nombre des membres du Conseil d'administration ayant dépassé l'âge de soixante-quinze ans ne pourra être supérieur au tiers des membres en fonction. Si cette proportion vient à être dépassée, le membre le plus âgé sera réputé démissionnaire d'office.

4°) Chaque membre du Conseil d'administration (autres que les membres représentant les salariés ou les salariés actionnaires) devra être propriétaire de 150 actions au moins de la Société ; il aura, à compter de sa nomination, trois mois pour acquérir ces actions au cas où il n'en serait pas déjà propriétaire lors de sa nomination ; si, au cours de ses fonctions, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

5°) En cas de vacance par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le Conseil d'administration peut coopter à titre provisoire un ou plusieurs membres en remplacement ; ces nominations sont ratifiées par la plus prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Le membre remplaçant ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration des fonctions de son prédécesseur.

Si cette ou ces nominations provisoires ne sont pas ratifiées par l'Assemblée Générale, les délibérations du Conseil d'administration n'en demeurent pas moins valables.

6°) Lorsque les dispositions de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce sont applicables à la Société, le Conseil d'administration comprend en outre un ou deux membres représentant les salariés du Groupe désigné par le Comité de Groupe.

Le nombre de membres représentant les salariés est égal à deux lorsque le nombre de membres du Conseil d'administration, calculé conformément à l'article L. 225-27-1 du Code de commerce, est supérieur à huit et à un lorsque le nombre de membres du Conseil d'administration, calculé conformément à l'article L. 225-27-1 du Code de commerce est égal ou inférieur à huit. Lorsque deux membres sont désignés, ceux-ci doivent comporter au moins un homme et au moins une femme.

Sous réserve des stipulations du présent article et des dispositions du Code de commerce, tout administrateur représentant les salariés a le même statut, les mêmes pouvoirs et les mêmes responsabilités que les autres administrateurs.

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration représentant les salariés est de quatre ans.

La réduction à huit ou moins de huit du nombre des membres du Conseil d'administration calculé conformément à l'article L. 225-27-1 du Code de commerce est sans effet sur le mandat des membres du Conseil représentant les salariés, qui se poursuit jusqu'à l'arrivée du terme normal.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit d'un siège de membre du Conseil d'administration représentant les salariés, le siège vacant est pourvu dans les conditions fixées par l'article L. 225-34 du Code de commerce.

ARTICLE 11 bis – Censeur

Outre les membres du Conseil d'administration visés à l'article 11, l'assemblée générale peut, sur proposition du Conseil d'administration, nommer auprès du Conseil d'administration un censeur, personne physique, qui peut être choisi parmi ou en dehors des actionnaires. L'assemblée générale détermine la durée de son mandat, qui ne peut excéder quatre années, et peut le révoquer à tout moment.

Le censeur est convoqué à toutes les réunions du Conseil d'administration selon les mêmes formes que les membres du Conseil d'administration et prend part aux délibérations avec voix consultative seulement.

Les modalités de la rémunération du censeur sont arrêtées par le Conseil d'administration, qui peut lui reverser une partie de la rémunération que l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a allouée aux membres du Conseil d'administration.

ARTICLE 12 – Réunion du Conseil d'administration

1°) Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres personnes physiques un Président pour exercer les missions qui lui sont confiées par la loi. Le Président préside le Conseil d'administration, organise, dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale et veille au bon fonctionnement des organes de la Société. Il s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Conseil détermine la rémunération du Président conformément à la réglementation en vigueur et fixe la durée de ses fonctions qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le Président est rééligible. La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président est fixée à quatre-vingts ans.

Le Conseil d'administration désigne, s'il le juge utile, parmi ses membres, un Vice-Président. Le Vice-Président est soumis à la même limite d'âge que le Président. Le Vice-Président est appelé à suppléer le Président en cas d'empêchement temporaire ou de décès de celui-ci. Cette suppléance vaut : (i) en cas d'empêchement temporaire, pour la durée de l'empêchement ; (ii) en cas de décès, jusqu'à l'élection du nouveau président.

Le Conseil d'administration choisit en outre un secrétaire, qui peut être pris parmi ses membres ou en dehors d'eux. Le Vice-Président et le secrétaire demeurent en fonction pendant le temps déterminé par le Conseil d'administration, sans que, pour le Vice-Président, cette durée puisse excéder celle de son mandat d'administrateur.

2°) En cas d'absence du Président et, le cas échéant, du Vice-Président, le Conseil d'administration désigne, pour chaque séance, celui de ses membres présents qui doit présider. En cas d'absence du Secrétaire, le Conseil d'administration désigne un de ses membres ou un tiers pour le suppléer.

3°) Le Conseil d'administration se réunit au siège social, ou en tout autre endroit spécifié dans la convocation, aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent.

Les réunions peuvent être convoquées par tous moyens écrits (y compris par courrier électronique) par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président. L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, le Conseil d'administration peut se réunir sans délai et sans ordre du jour préétabli : (i) si tous les administrateurs en exercice sont présents ou représentés à cette réunion, ou (ii) s'il est réuni par le Président au cours d'une Assemblée d'actionnaires.

Le tiers au moins des administrateurs peut à tout moment demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Si le Président ne fait pas droit à cette demande dans un délai de 7 jours calendaires, les administrateurs ayant demandé la convocation du Conseil d'administration seront en droit de convoquer directement le Conseil d'administration sur l'ordre du jour initialement communiqué au Président

4°) La participation de la moitié au moins des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés et pouvant prendre part au vote. En cas de partage des voix, la voix du Président sera prépondérante.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du Conseil d'administration qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions prévues par le Règlement intérieur établi par le Conseil d'administration.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux consignés dans un registre spécial et signés par le Président de séance et par le secrétaire ou par la majorité des membres présents.

Le Conseil d'administration peut prendre des décisions par consultation écrite de ses membres dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables et dont les modalités sont précisées dans le Règlement intérieur établi par le Conseil d'administration.

5°) Par exception aux stipulations de l'article 12 4° ci-dessus, les règles de majorité spécifiques ci-dessous s'appliqueront jusqu'au 30 juin 2027 :

- les décisions relatives à la nomination et la révocation du Directeur Général sont prises à la majorité des deux tiers de la totalité des voix dont disposent les membres du Conseil d'Administration, quel que soit le quorum de la réunion ou de la consultation au cours desquelles ces décisions sont prises ;

- les décisions relatives à la nomination et la révocation du ou des Directeurs Généraux Délégués sont prises à la majorité des deux tiers de la totalité des voix dont disposent les membres du Conseil d'Administration, quel que soit le quorum de la réunion ou de la consultation au cours desquelles ces décisions sont prises ;

- les décisions relatives à la nomination du ou des Directeurs Généraux Adjointes sont prises à la majorité des deux tiers de la totalité des voix dont disposent les membres du Conseil d'Administration, quel que soit le quorum de la réunion ou de la consultation au cours desquelles ces décisions sont prises ;

- les décisions relatives à la fixation de la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués sont prises par le Conseil d'administration à la majorité des deux tiers de la totalité des voix dont disposent les membres du Conseil d'Administration, quel que soit le quorum de la réunion ou de la consultation au cours desquelles ces décisions sont prises, dans la mesure seulement où elles emportent un abaissement desdites rémunérations ou un durcissement de leurs conditions.

ARTICLE 13 - Pouvoirs du Conseil d'administration

1°) Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

2°) Le Conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que le Conseil d'administration ou son Président soumettent pour avis à leur examen ; il fixe leur composition, leurs attributions et, le cas échéant, la rémunération de leurs membres conformément à la réglementation en vigueur et au Règlement intérieur établi par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 14 – Rémunération du Conseil d'administration

Il peut être alloué au Conseil d'administration une rémunération fixe annuelle dont le montant est déterminé par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et demeure maintenu jusqu'à décision contraire de cette Assemblée Générale.

Le Conseil d'administration répartit le montant de cette rémunération entre ses membres et attribue toute autre rémunération à ses membres dans les conditions prévues par la réglementation.

IV – DIRECTION GÉNÉRALE

ARTICLE 15 – Direction Générale

15.1. Choix entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale

La Direction Générale de la Société est assurée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration qui porte alors le titre de Président-Directeur Général, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 15.2° ci-après et portant le titre de Directeur Général, selon la décision du Conseil d'administration qui choisit entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Lorsque la Direction Générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'administration, les stipulations ci-après relatives au Directeur Général lui sont applicables.

15.2. Directeur Général et Directeurs Généraux délégués

1°) Le Directeur Général peut être choisi parmi les administrateurs ou non.

2°) Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué. Le Directeur Général Délégué peut être administrateur. Le nombre de Directeurs Généraux Délégués ne peut excéder cinq. En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués. Les Directeurs Généraux Délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

3°) La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Directeur Général ou de Directeur Général Délégué est fixée à quatre-vingts ans. Si le Directeur Général, ou un Directeur Général Délégué, atteint cette limite d'âge au cours de son mandat de Directeur Général (ou de Directeur Général Délégué, selon le cas), il est réputé démissionnaire d'office à la date de son quatre-vingtième anniversaire.

Le Conseil d'administration détermine la durée du mandat du Directeur Général et du ou des Directeurs Généraux Délégués.

La durée des fonctions d'un Directeur Général administrateur ou d'un Directeur Général Délégué administrateur ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par décision du Conseil d'administration. Il en est de même, sur proposition du Directeur Général, des Directeurs Généraux Délégués. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'administration.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à nomination du nouveau Directeur Général.

En cas d'empêchement temporaire du Directeur Général, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Directeur Général.

Le Conseil d'administration détermine la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués conformément à la réglementation en vigueur.

4°) Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute stipulation des Statuts ou toute décision du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

Le Directeur Général ou les Directeurs Généraux Délégués peuvent, dans les limites fixées par la législation en vigueur, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables, pour un ou plusieurs objets déterminés, à tous mandataires, même étrangers à la Société, pris individuellement ou réunis en comité ou commission. Ces pouvoirs peuvent être permanents ou temporaires, et comporter ou non la faculté de substituer.

V - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16 – Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et, le cas échéant, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants, sont nommés pour la durée, dans les conditions et avec les missions fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables.

VI - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 17 – Assemblées Générales

1°) Les Assemblées Générales d'actionnaires sont convoquées dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les Assemblées Générales d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Les convocations sont effectuées dans les formes et délais prévus par la réglementation en vigueur.

2°) L'ordre du jour des Assemblées Générales est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et selon les délais légaux, ont la faculté de requérir par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de projets de résolutions.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'administration et procéder à leur remplacement.

3°) Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et de l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société dans les délais et conditions prévus par la réglementation en vigueur.

Dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les actionnaires peuvent, sur décision du Conseil d'administration, participer aux Assemblées Générales par voie de visioconférence et voter à ces Assemblées Générales par des moyens de communication électroniques ; le Conseil d'administration fixe les modalités de participation et de vote

correspondantes, les technologies employées devant permettre, selon le cas, une retransmission continue et simultanée des délibérations, la sécurisation des moyens utilisés, l'authentification des participants et des votants et l'intégrité du vote de ces derniers.

Si un actionnaire décide, après décision du Conseil d'administration prise conformément aux stipulations du second alinéa du présent paragraphe, soit de voter par correspondance, soit de donner une procuration à un autre actionnaire, soit d'adresser une procuration à la Société sans indication de mandataire, en envoyant le formulaire correspondant par un moyen électronique de communication, sa signature électronique devra :

- soit prendre la forme d'une signature électronique sécurisée au sens des dispositions légales en vigueur ;

- soit résulter de l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache, ou de tout autre procédé d'identification et/ou d'authentification admissible au regard des dispositions légales en vigueur.

4°) Lors de chaque Assemblée Générale, chaque actionnaire aura un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il possède ou représente ; toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même titulaire, étant toutefois précisé que les actionnaires bénéficiant d'un droit de vote double au jour de la transformation de la Société en société anonyme conserveront ce droit.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement au propriétaire d'actions anciennes bénéficiant de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double.

Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de quatre ans prévu ci-dessus ; de même, la fusion ou la scission de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires si les statuts de celles-ci l'ont institué.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres donnés en gage, par l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et par le nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

5°) À chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence contenant les mentions prévues par les dispositions légales.

Cette feuille de présence est émarginée par les actionnaires présents et par les mandataires des actionnaires représentés ; les membres du bureau peuvent décider d'y annexer, sous un format papier ou sous un format électronique ou numérisé, les pouvoirs donnés à chaque mandataire et les formulaires de vote à distance ; elle est, sur la base des indications fournies par l'établissement centralisateur de l'Assemblée Générale, certifiée exacte par les membres du bureau et signée par ces derniers et par le secrétaire de l'Assemblée Générale.

6°) Les Assemblées Générales sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président ou un membre du Conseil d'administration désigné par ce dernier. À défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'Assemblée Générale, celle-ci élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptant, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix. Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont notamment pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de veiller à l'établissement du procès-verbal et, avec le concours de l'établissement centralisateur, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité.

7°) Les délibérations de chaque Assemblée Générale seront consignées dans des procès-verbaux retranscrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau. Les procès-verbaux, ainsi préparés et conservés, sont considérés comme étant les transcriptions authentiques des Assemblées Générales. Toute copie ou extrait d'un procès-verbal devra être certifié par le Président du Conseil d'administration, par un administrateur exerçant les fonctions de Directeur général, ou par le secrétaire de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 18 – Assemblée Générale Ordinaire

1°) Les Assemblées Générales Ordinaires peuvent être convoquées à tout moment. Toutefois, une Assemblée Générale Ordinaire annuelle devra être convoquée une fois par an au moins dans les six mois de la clôture de chaque exercice social.

2°) L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle examinera les rapports présentés par le Conseil d'administration ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes, discutera et approuvera les comptes annuels et les propositions d'affectation du résultat, dans les conditions fixées par les présents statuts et par la loi. En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle et toute autre Assemblée Générale Ordinaire pourra nommer et démettre les membres du Conseil d'administration, nommer les Commissaires aux Comptes et se prononcer sur toutes questions de sa compétence incluses dans l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, à l'exception de toutes celles définies à l'article 19 comme étant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

3°) L'Assemblée Générale Ordinaire réunit tous les actionnaires remplissant les conditions fixées par la loi.

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie sur première convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie sur deuxième convocation, délibère valablement quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

4°) Ces délibérations sont adoptées à la majorité des voix exprimées par les actionnaires présents, représentés, ou ayant voté par correspondance à cette Assemblée Générale. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

ARTICLE 19 – Assemblée Générale Extraordinaire

1°) L'Assemblée Générale Extraordinaire délibère valablement sur toutes modifications aux présents statuts dont l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire est requise par la loi en vigueur, y compris, sans que cette énumération soit limitative et sous réserve des stipulations des présents statuts :

- l'augmentation ou la réduction du capital social de la Société ;
- la modification des conditions de cession des actions ;

- la modification de l'objet social, de la durée ou du siège social de la Société, sous réserve du pouvoir du Conseil d'administration de changer le siège social conformément à la loi ;
- la transformation de la Société en une société ayant une forme légale différente ;
- la dissolution de la Société ;
- la fusion de la Société ;
- et toutes autres matières sur lesquelles une Assemblée Générale Extraordinaire peut valablement délibérer, selon la loi.

2°) Une Assemblée Générale Extraordinaire réunit tous les actionnaires dans les conditions fixées par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, réunie sur première convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. L'Assemblée Générale Extraordinaire, réunie sur deuxième convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

3°) Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont adoptées, dans tous les cas, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance lors de l'Assemblée Générale. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

ARTICLE 20 – Information des Actionnaires

Chaque actionnaire est en droit d'avoir accès ou, le cas échéant, de recevoir les documents relatifs à la Société dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

VII - COMPTES - AFFECTATION DU RÉSULTAT

ARTICLE 21 – Exercice social

Chaque exercice social de la Société commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

ARTICLE 22 – États financiers

À la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Un état des cautions, avals et garanties données et des sûretés consenties par la Société est annexé au bilan.

Le Conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société et de ses filiales durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ainsi que sur tout autre élément prévu par la loi et les règlements.

L'ensemble de ces documents sont soumis pour observations aux Commissaires aux comptes, préalablement à leur présentation aux actionnaires pour approbation.

ARTICLE 23 – Affectation du bénéfice

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé, en tant que de besoin, le montant nécessaire pour constituer le fonds de réserve légale en application de la loi.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le bénéfice distribuable est réparti entre les propriétaires d'actions au prorata du nombre de leurs actions.

Toutefois, l'Assemblée Générale peut, sur proposition du Conseil d'administration, décider le prélèvement sur la part revenant aux actionnaires dans le solde du bénéfice distribuable, des sommes qu'il juge convenable de fixer pour être reportées à nouveau ou pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de toutes sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes des réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués ; dans la mesure où les réserves distribuées auront été constituées au moyen de prélèvements effectués sur la part de bénéfices revenant aux actionnaires seuls, la distribution des sommes correspondante sera effectuée au seul profit des propriétaires d'actions proportionnellement aux nombres d'actions appartenant à chacun d'eux.

L'Assemblée Générale, statuant sur les comptes de l'exercice, pourra accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

De la même façon, l'Assemblée Générale ordinaire, statuant dans les conditions prévues à l'article L. 232-12 du Code de Commerce sur la mise en distribution d'un acompte sur dividende, pourra accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie dudit acompte sur dividende, une option entre le paiement de l'acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement en actions, le prix et les conditions d'émission des actions ainsi que la demande de paiement en actions et les conditions de réalisation de l'augmentation de capital, seront régis par la loi et les règlements.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'Assemblée Générale ou, à défaut, par le Conseil d'administration. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par décision de justice.

L'Assemblée Générale peut également décider à toute époque la mise en distribution de bénéfices, réserves et/ou primes dont elle a la disposition, par voie de répartition par tous moyens, directement ou indirectement, pour tout ou partie de la distribution, de titres financiers négociables ou de tout autre élément d'actif figurant au bilan de la Société, les actionnaires devant, le cas échéant, faire leur affaire personnelle du regroupement d'actions nécessaires pour obtenir un nombre entier de titres financiers ou autres droits ainsi répartis.

VIII - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

ARTICLE 24 – Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les comptes annuels de la Société, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration doit dans les quatre mois de l'approbation par les actionnaires des comptes annuels ayant fait apparaître ces pertes, convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la Société. Si la dissolution n'est pas prononcée par cette Assemblée Générale Extraordinaire et si les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social de la Société dans les délais fixés par la loi en vigueur, le capital devra être réduit d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves.

ARTICLE 25 – Dissolution de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, notamment, par l'expiration de sa durée, éventuellement prorogée, ou par sa dissolution anticipée décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 26 – Liquidation de la Société

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, survenue pour quelque cause que ce soit.

Un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui décide ou constate la dissolution, laquelle statue aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, soit par une Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires réunie extraordinairement.

Le liquidateur, ou chacun des liquidateurs s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale peut autoriser le liquidateur ou les liquidateurs à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après règlement du passif, est employé à rembourser intégralement le capital libéré et non amorti des actions.

Le solde, s'il en existe, est réparti proportionnellement au nombre d'actions détenu par chacun d'eux.

ARTICLE 27 – Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, la Direction Générale, les membres du Conseil d'administration et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ANNEXE AUX STATUTS

APPORTS RECUS PAR LA SOCIETE

ET

MODIFICATIONS SUCCESSIVES DE SON CAPITAL SOCIAL

- 1) Par décision du Conseil d'Administration du 11 avril 2022, prise sur autorisation des assemblées générales, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 1 882 277 € et porté de 860 913 044,60 € à 862 795 321,60 € par voie d'incorporation au capital d'une somme de 1 882 277 € prélevée sur le compte Primes d'émission et de création de 308 570 actions nouvelles de 6,10 € de nominal, actions attribuées à des bénéficiaires d'actions gratuites issues du plan du 8 avril 2019.
- 2) Par décision du Conseil d'Administration du 11 avril 2022, prise sur autorisation de l'assemblée générale, le capital social a aussitôt été réduit d'un montant nominal de 1 882 277 € par voie d'annulation de 308 570 actions de 6,10 € de nominal détenues par la Société.

A l'issue de cette opération de réduction, le capital social au 11 avril 2022 s'établissait à nouveau à 860 913 044,60 € divisé en 141 133 286 actions de 6,10 € de nominale chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.
